Uniterre appelle à manifester dès le 28 novembre à Genève contre le sommet ministériel de l'OMC!

Les crises économique, financière, climatique ou alimentaire sont les fruits amers d'une politique économique basée sur l'accentuation du libre-échange.

Les organisations paysannes dont Uniterre ont été les premières à se mobiliser, il y a 15 ans, contre l'Organisation mondiale du commerce sentant déjà les conséquences que cette mise en concurrence déloyale allait engendrer.



Constat : le désastre

Aucun bilan de sa propre politique n'a été fait par l'OMC. De notre côté, nous constatons que les libéralisations successives des marchés n'ont profité qu'à une petite poignée de bénéficiaires qui sont essentiellement les grands groupes agroalimentaires. La tendance est celle de forcer à l'industrialisation de l'agriculture, essentiellement tournée vers les besoins du commerce international et donc de quelques intermédiaires plutôt que vers les besoins de nos populations (1 milliard de personnes souffrent de la faim...).

Les grands groupes alimentaires ont basé une grande part de leur communication sur l'image de la paysannerie et celle de la nourriture de qualité afin de gagner des parts de marché et le « cœur des consommateurs ». Pourtant, dans les faits, leur comportement est basé sur des pratiques commerciales sauvages faisant fi de toute règle d'équité. A tous les niveaux (prix aux producteurs et aux consommateurs, concentration des terres et des pouvoirs économiques, sécurité alimentaire, crises sanitaires, environnement, social), les dérégulations successives des marchés prônées tant au sein de l'OMC que dans les accords de libre-échange n'ont amené qu'à une dégradation de la situation. S'il faudrait moins de règles discriminatoires pour les paysans (par. ex europegap), il faut bien plus de règles éthiques et de contrôles pour les intermédiaires (y compris les transnationales) et les distributeurs. Le round du développement (round de Doha), comme il est faussement nommé, est un désastre pour les agricultures tant du sud que du nord.

Les intermédiaires sont les grands gagnants

Uniterre a lancé la révolte paysanne le 14 septembre dernier pour dénoncer le niveau des prix aux producteurs scandaleusement bas (ils couvrent à peine la moitié des coûts de production). Nous avons réussi à démontrer à nos concitoyen-nes que les paysans, comme les consommateurs, étaient pris au piège par les intermédiaires; principalement par la grande distribution, mais aussi par les transformateurs.

Prenons un exemple de comment ces derniers profitent de la libéralisation toujours plus grande des marchés : Le marché laitier en Europe et en Suisse est en crise. Il y a trop de lait sur le marché, nous en avons largement parlé. Ce qui est resté en marge des débats, c'est la question des stocks de matières grasses. Ces stocks ont de la peine à être réduit car dans nos contrées, l'industrie alimentaire a pris l'habitude, car c'est moins cher, d'utiliser de l'huile de palme plutôt que de la matière grasse animale pour confectionner ses produits. Comme conséquence directe, on assiste à la multiplication des plantations gigantesques de palme africaine appartenant à des multinationales dans différentes régions du monde pour répondre à la demande de l'industrie. Avec, comme corollaires, des expulsions de paysans et de peuples indigènes, des désastres écologiques, le transport absurde de matière grasse à travers le globe ; et ceci à un mois de la conférence de l'ONU sur le climat. Nos collègues Indonésiens, Colombiens et autres, témoignent de ces bouleversements. Chez nous, cette pratique contribue à la constitution de stocks qui provoquent une pression extrême sur le prix du lait. L'industrie, elle, reçoit en fin de compte de l'argent de l'Etat pour utiliser de la matière grasse suisse plutôt qu'étrangère (dans un pays où l'imagerie d'Heidi et des fermes bucoliques alpines sont l'arme de vente des distributeurs, nous pensions que cela allait de soi). Résultat : les seuls qui s'engraissent sont les intermédiaires...ici et là-bas.







La croissance... à tout prix...

Dans le cadre de la révolte paysanne, nous exprimons l'absolue nécessité d'obtenir des prix rémunérateurs pour les producteurs et d'avoir un partenariat équitable avec nos acheteurs. On nous rétorque que le marché ne peut pas répondre à cela! Parce que pour croître, l'industrie a besoin de produire toujours plus, et toujours meilleur marché; c'est le principe de la croissance. Pourtant, l'agriculture, par sa nature propre, ne peut suivre cette logique. L'agriculture vit avec et dans la nature, la terre n'est pas extensible, les ressources naturelles ne sont pas infinies et sont donc un facteur limitant. Suivre le modèle économique qui est encouragé notamment au sein de l'OMC nous mène droit à la catastrophe. C'est pourquoi nous voulons sortir l'agriculture de l'OMC.

Souveraineté alimentaire

Pour Uniterre, comme pour La Via Campesina, mouvement paysan international qui regroupe 150 organisations paysannes à travers 70 pays différents, des politiques basées sur le concept de la souveraineté alimentaire (nous permettant de définir au sein de nos sociétés nos politiques agricole et alimentaire) sont l'alternative au libre-échange. Nous sommes favorables aux échanges internationaux, pour autant qu'ils soient équitables et restent secondaires. Avec nos collègues nous appelons à une relocalisation de l'agriculture. Au développement de filières alimentaires rémunératrices ancrées dans nos différentes réalités socio-économiques et qui répondraient beaucoup mieux aux attentes de nos sociétés respectives. De plus, cette option contribuerait à réduire l'impact sur le climat.



Mobilisations indispensables

Nous appelons l'ensemble des paysans et des organisations paysannes à se mobiliser, dans le cadre de la révolte paysanne et aux côtés d'une trentaine d'autres organisations de la société civile, contre le sommet de l'OMC qui nous prive toujours plus du droit de déterminer nos politiques agricole et alimentaire. Notre département de l'économie se cache d'ailleurs trop souvent derrière les pressions de l'OMC pour justifier et accélérer sa propre politique libérale, voire pour signer des accords de libre-échange bilatéraux.

Toutes et tous à Genève, dès le 28 novembre 2009 à 14h, Place Neuve pour la manif!

Uniterre, www.uniterre.ch / www.viacampesina.org



Programme: 5 jours de mobilisations

Des paysans du Sud, mais également d'autres pays européens feront partie de la délégation de La Via Campesina avec Uniterre et seront à Genève pour faire entendre leurs revendications. Venez les rejoindre et participez le samedi 28 novembre à la manifestation (départ 14h, Place Neuve à Genève), le dimanche 29 novembre aux ateliers qui se dérouleront dès 10h à la salle communale de Plainpalais, au même lieu le lundi 30 novembre à 19h pour la table-ronde «le libre-échange agricole cautionné par l'écologie?» et enfin le mardi 1^{er} décembre pour la journée de mobilisation portant spécifiquement sur le thème de l'agriculture (dès 10h aux abords du Centre International de Conférence de Genève où se tiendra le sommet de l'OMC). plus: www.anti-omc2009.org et www.climatjusticesociale.org

